

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29597]

11 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2013-2014

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 636-1. – Rapport, n° 636-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

—
Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la fin au 31 décembre 2013 de l'accord de coopération conclu le 26 juillet 2006 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant;

Considérant la volonté de la Région wallonne et de la Communauté française de poursuivre leur collaboration au-delà de la fin de l'accord de coopération précité et de contribuer à revaloriser l'enseignement qualifiant;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des jeunes qui suivent les cours de l'enseignement secondaire qualifiant (enseignement secondaire technique et professionnel, enseignement en alternance, enseignement spécialisé de formes 3 et 4), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non-universitaire;

Considérant les engagements de la Région wallonne, inscrits dans la Déclaration de politique régionale, d'améliorer la qualité des équipements pédagogiques et de favoriser l'accès à ces équipements en évitant la dispersion des moyens financiers;

Considérant que le Plan Marshall 2.Vert adopté le 3 décembre 2009 vise notamment à contribuer à améliorer la qualité de la formation et de l'enseignement qualifiant par le renforcement de l'accès aux Centres de compétence;

Considérant les engagements de la Communauté française, inscrits dans son Contrat pour l'école et la Déclaration de politique communautaire, de refonder l'enseignement qualifiant et de développer une politique cohérente en matière d'investissements en équipements;

Considérant que la Communauté française et la Région wallonne développent, dans le cadre du Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ), la définition de profils métier sur base desquels sont construits des profils de formation;

Considérant que la réalisation concrète des profils de formation exige, entre autres, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité ainsi que des efforts complémentaires de formation en cours de carrière des enseignants;

Considérant dès lors qu'il convient de conclure un accord de coopération relatif à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par, d'une part, l'ouverture des Centres de compétence à l'enseignement secondaire qualifiant, à l'enseignement de promotion sociale et à l'enseignement supérieur non-universitaire et, d'autre part, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité permettant d'assurer les synergies les plus efficaces entre les politiques régionales de développement de l'emploi et de la formation et les politiques communautaires de développement de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non-universitaire.

Considérant que les objectifs de la Communauté française et de la Région wallonne convergent vers des outils similaires;

Considérant qu'il convient en conséquence de s'assurer que ces outils soient mis en place de manière cohérente et concertée, et que des synergies soient développées lorsqu'elles s'avèrent opportunes,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et de la Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, Marie-Martine Schyns;

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et du Ministre de la Formation, André Antoine;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le présent accord de coopération, on entend par :

1. « Centre de compétence (CDC) », une structure partenariale reconnue par le Gouvernement wallon, dans le cadre d'un ou plusieurs secteurs professionnels, ayant pour mission l'information et la sensibilisation aux métiers et aux technologies, la veille, la formation et l'analyse des besoins en formation, ouverte aux usagers tels que ciblés dans le dossier de reconnaissance en application de l'article 1^{er}bis, 7^o du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

2. « Centre de référence professionnelle (COR) », conformément au Pacte social pour l'Emploi des Bruxellois conclu le 11 juin 2002 et à la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 approuvant le protocole d'accord-cadre visant à la création de Centres de référence professionnelle, un lieu d'interface entre les acteurs de l'emploi, de la formation et les secteurs professionnels prioritaires dans l'économie bruxelloise. Les objectifs des Centres de références sont la mise à disposition d'infrastructures et de matériels pour les opérateurs de formations, la veille sur les métiers afin d'anticiper les changements du marché du travail, la promotion des métiers et des qualifications, l'organisation de formations pour les chercheurs d'emploi et les travailleurs conjointement avec les opérateurs de formation.

3. « Centre de technologies avancées (CTA) », une infrastructure reconnue par le Gouvernement de la Communauté française installée dans un établissement d'enseignement secondaire qualifiant mettant des équipements de pointe à disposition des élèves, des étudiants et des enseignants des enseignements secondaires, supérieurs et de promotion sociale, quels que soient le réseau et le caractère d'enseignement, ainsi que des formateurs de l'IFAPME/Espace Formation PME, des demandeurs d'emploi et des travailleurs, en vue de développer des formations qualifiantes. Cette offre de formation qualifiante doit être complémentaire, au niveau géographique et sectoriel, à l'offre de formation des CDR et des CDC. Chaque CTA labellisé est placé sous la direction du chef de l'établissement dans lequel il se situe.

4. « Enseignement secondaire qualifiant » pour les établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française:

le 3^e degré et le 4^e degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire, de plein exercice et en alternance ;

le 3^e degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance ;

la 3^e phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, de plein exercice et en alternance.

5. « SFMQ », le Service Francophone des Métiers et des Qualifications tel que défini par le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;

6. « CCPQ », la commission communautaire des professions et des qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

7. « Bassins enseignement qualifiant-formation-emploi », les bassins créés par l'accord de coopération du 13 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant Formation-Emploi.

Art. 2. § 1^{er}. - La refondation de l'enseignement secondaire qualifiant se fait notamment au travers de deux types d'actions :

1^o La mise à disposition par les CDC d'une offre de formation à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant et du 3^{ème} degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire, des étudiants et enseignants de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non-universitaire, des formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH ainsi que de l'organisation d'actions de sensibilisation et d'information portant sur la perception individuelle et sociale des métiers et des professions à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement primaire et secondaire.

Pour ce type d'action, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'objectif est d'atteindre à l'échéance 2022, 1.000.000 heures de formation et de sensibilisation pour l'ensemble des CDC, réparties globalement de la manière suivante:

- 80 % au moins au bénéfice des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant et du 3^e degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire, dont 10 % maximum seront réservés aux élèves et aux enseignants issus d'établissements situés sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale ;

- 5 % au bénéfice des étudiants et des enseignants de l'enseignement de promotion sociale;

- 15 % au bénéfice des formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH et des étudiants et enseignants de l'enseignement supérieur non-universitaire.

Dans la limite de l'objectif à atteindre, le Comité de pilotage, défini aux articles 8 et 9, peut apporter des aménagements ponctuels aux pourcentages cités à l'alinéa précédent en fonction des besoins et des possibilités d'accueil des CDC.

Les CDC labellisés peuvent organiser leurs formations à destination de l'enseignement dans des centres de formation partenaires dépendant du Forem.

Pour atteindre cet objectif:

- Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les CDC de telle manière que les temps de formation des élèves et des étudiants soient valorisés dans le cadre de leur parcours scolaire et académique.

- La Région wallonne adapte l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des élèves, des étudiants et des enseignants concernés.

- L'Institut de formation en cours de carrière (IFC), l'ASBL Formation en cours de carrière des enseignants du secondaire de l'enseignement non confessionnel (FCC) et l'ASBL Association pour la promotion de la formation en cours de carrière dans l'enseignement confessionnel (FORCAR) sont chargés d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant.

- Le FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des CDC par décision du Gouvernement wallon du 31 août 2000, et le Gouvernement de la Communauté, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, sont chargés d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des établissements d'enseignement.

- L'offre de formation doit être clairement identifiée,

- o globalement au sein du catalogue de formations du réseau des CDC;

- o plus spécifiquement, au sein de chaque convention bilatérale, telle que visée à l'article 6, 1, a);

- o et pour ce qui concerne les formations réseaux et interréseaux à destination des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant, au sein des catalogues de formation de l'Institut de formation en cours de carrière (IFC), de l'ASBL Formation en cours de carrière des enseignants du secondaire de l'enseignement non confessionnel (FCC) et de l'ASBL Association pour la promotion de la formation en cours de carrière dans l'enseignement confessionnel (FORCAR), de telle manière que les temps de formation des enseignants soient valorisés dans le cadre de leur formation continue.

2° L'accès aux Centres de Technologies Avancées (CTA).

Chaque CTA labellisé accueille sans discrimination

1° les élèves et les enseignants des établissements de l'enseignement secondaire qualifiant,

2° les élèves et les enseignants du 3^e degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire,

3° les étudiants et les enseignants de l'enseignement de promotion sociale,

4° les étudiants et les enseignants de l'enseignement supérieur,

5° les apprenants et les formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH,

6° les demandeurs d'emploi, par l'intermédiaire du FOREm,

7° les travailleurs.

Si les demandes sont suffisantes, le CTA réserve au moins 75 % de la capacité d'accueil aux catégories 1° et 2°, 10 % aux catégories 3°, 4°, 5° et 7° et 15 % à la catégorie 6°.

Le Comité de pilotage, défini aux articles 8 et 9, peut apporter des aménagements ponctuels au pourcentage cité à l'alinéa précédent en fonction des besoins et des possibilités d'accueil des CTA.

§ 2. Le FOREm en tant que coordonnateur du réseau des CDC par décision du Gouvernement wallon du 31 août 2000, le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale en tant que coordonnateur des CDC et le Gouvernement de la Communauté française en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, se concertent périodiquement afin de créer une complémentarité fonctionnelle, géographique et sectorielle entre les trois partenaires existants. Cette concertation se réalise au sein d'un groupe technique « MISE EN RESEAU » rassemblant des représentants désignés par le FOREm, des représentants désignés par le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale et des représentants désignés par le Gouvernement de la Communauté française.

Le groupe « MISE EN RESEAU » est présidé par un des représentants du Gouvernement de la Communauté française désigné à cet effet. La Communauté française en assure également le secrétariat. Le groupe décide lui-même de la fréquence et de l'objet de ses réunions.

Art. 3. Le Gouvernement de la Communauté française pourra labelliser un maximum de 6 centres de technologies existants comme CTA supplémentaires, sans que ceux-ci ne puissent prétendre à un financement de leurs équipements présents au moment de la labellisation. Ces CTA supplémentaires sont labellisés dans le respect d'un cahier des charges approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Ce cahier des charges comprend les critères de choix suivants :

a) L'implantation des CTA labellisés tient compte de la localisation des CDC, des CDR et des CTA existants ainsi que des infrastructures de formation ou d'enseignement qualifiant développés dans les mêmes secteurs afin d'assurer une couverture géographique maximale de l'offre de formation qualifiante.

b) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, en relation d'une part avec les pénuries d'emploi constatées par le FOREM, les besoins socio-économiques constatés au sein de la zone concernée et/ou des zones avoisinantes et d'autre part avec les besoins en équipement constatés au travers du cadastre des équipements pédagogiques visé à l'article 4.

Ce cahier des charges prévoit en outre les critères de priorité suivants classés du plus important au moins important:

1° Une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec d'autres établissements d'enseignement secondaire sont formalisées.

2° Une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec des CDC et/ou des CDR et/ou d'autres CTA sont formalisées.

3° Une priorité est accordée aux projets de CTA pour lesquels aucun CDC ou aucun CDR ou aucun CTA n'existe.

4° Une priorité est accordée aux projets de CTA dans les secteurs pour lesquels des pénuries d'emploi sont constatées.

5° Une priorité est accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné et du bassin enseignement qualifiant-emploi-formation concerné sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions.

6° Une priorité est enfin accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable du Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel et du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone de concertation concernée.

La procédure de sélection et de labellisation des CTA se déroule de la manière suivante :

1° approbation du cahier des charges par le Gouvernement de la Communauté française

2° appel à projets auprès des établissements d'enseignement qualifiant

3° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire

4° pour chaque zone, demande d'un avis au Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et au Conseil de zone de l'enseignement confessionnel sur base du cadastre des équipements disponibles

5° demande d'avis aux bassins enseignement qualifiant-formation-emploi et aux Fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles

6° proposition de sélection par la seconde Commission de suivi opérationnel visée à l'article 9 sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis ci-dessus

7° avis motivé du Comité de pilotage visé à l'article 8

8° décision de labellisation du Gouvernement de la Communauté française sur base des propositions de la seconde Commission de suivi opérationnel visée à l'article 10 et des avis motivés remis par le Comité de pilotage visé à l'article 8.

Art. 4. Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation qualifiante et éviter la dispersion des moyens, l'investissement dans de nouveaux équipements pédagogiques de qualité doit se faire en phase avec la réalité du monde du travail et en fonction des équipements et des infrastructures disponibles, notamment en cohérence avec les investissements réalisés dans les CDC.

Ainsi, afin d'entreprendre au mieux les actions décrites à l'article 2, les ressources existantes doivent être identifiées.

Pour ce faire, la Région wallonne et la Communauté française mettent en place et chargent une Task force administrative permanente d'établir un cadastre des équipements pédagogiques de qualité et des infrastructures de formation et d'enseignement qualifiant actuellement à disposition.

La coordination de cette Task force est assurée alternativement par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

Cette Task force rassemble les représentants de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, des opérateurs de formation qualifiante (Forem, Ifapme, CDC) et de l'asbl visée à l'article 5, § 2.

Ce cadastre est élaboré de manière harmonisée, les informations récoltées devant l'être sur une base commune de manière à pouvoir les comparer et identifier les doubles emplois ou les carences potentiels.

Ce cadastre s'enrichit des données et ressources disponibles notamment auprès de l'Institut wallon d'étude, de prospective et de statistique (IWEPS), de l'AMEF (Analyse du marché de l'emploi et de la formation), des Centres de formation sectoriels, des Centres de formation privés, des entreprises publiques ou privées, des Hautes écoles et des Universités.

Au-delà du simple inventaire, le cadastre évalue notamment l'accessibilité, la qualité, le coût et l'employabilité des équipements.

Seul le matériel pédagogique amortissable est pris en considération. Le matériel recensé est réparti par zone d'enseignement et par secteur.

Les résultats de ce cadastre sont régulièrement confrontés aux besoins des opérateurs de formation et des établissements d'enseignement qualifiant ainsi qu'aux besoins des utilisateurs potentiels. Ils sont communiqués aux conseils de zone pour la partie qui les concerne.

Ce cadastre constitue également un outil d'évaluation sur lequel peuvent se reposer les bassins enseignement qualifiant-formation-emploi et les Fonds sectoriels pour remettre leurs avis à la seconde Commission visée à l'article 10 concernant la pertinence des investissements dans le cadre de la sélection des équipements pédagogiques des CTA labellisés.

Afin d'assurer la cohérence entre les projets wallons et bruxellois, les membres de la Task force administrative permanente mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les CDR sont invités à participer aux travaux de la présente Task force administrative permanente et inversement.

Art. 5. § 1^{er}. Afin de réaliser les actions décrites à l'article 2, § 1^{er}, 1^o :

La Région wallonne veille à assurer le financement des CDC pour leurs actions à destination de l'enseignement et à la prise en charge des frais de déplacement des élèves et des enseignants vers les CDC ou des frais d'hébergement.

La prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base de pièces justificatives correspondant aux frais réels engagés par les établissements d'enseignement. Les frais d'hébergement ne seront accordés que si les déplacements sont importants (plus de 100 km).

Ces déplacements et ces hébergements sont organisés et contrôlés par les établissements d'enseignement d'origine qui transmettent leurs décomptes aux CDC afin de les faire rembourser par le FOREm.

§ 2. Afin de réaliser les actions décrites à l'article 2, § 1^{er}, 2^o :

Les moyens qu'alloue la Communauté française à l'équipement pédagogique de l'enseignement secondaire technique et professionnel sont affectés pour partie aux frais de déplacement et d'hébergement ainsi qu'aux coûts de consommables pour les élèves et les enseignants de l'enseignement secondaire; les coûts de consommables visent les dépenses variables en matières premières et matériels non-récupérables indispensables à l'organisation des formations.

Les montants affectés aux actions décrites à l'article 2, § 1^{er}, 1^o et 2^o sont utilisés conformément aux modalités prévues à l'article 6.

Art. 6. L'accès à ces montants est conditionné :

1^o pour les CDC, dans le cadre de l'action visée à l'article 2, 1^o, par:

a) la conclusion de conventions bilatérales entre les Directeurs des CDC en asbl ou le FOREm pour les CDC en gestion propre d'une part et les Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement concernés ou leurs délégués d'autre part; ces conventions bilatérales doivent prévoir les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements (y compris la prise en charge des frais de transports) et de programme de formation spécifique aux bénéficiaires mentionnés à l'article 2, 1^o;

b) l'envoi par les CDC au FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des CDC, de déclarations de créance trimestrielles sur base des heures réalisées par les élèves, étudiants et enseignants des trois types d'enseignement concernés ainsi que leurs frais de transports et d'hébergement.

Afin de faciliter l'utilisation des équipements de pointe disponibles dans les CDC, de favoriser les effets de démultiplication et d'éviter de dévaloriser le rôle pédagogique des enseignants, les formations seront organisées selon les modalités suivantes :

- Au minimum 90 % du volume d'activités des CDC devra être réalisé sous forme de formations en présentiel. Le remboursement aux CDC par le FOREm se fait sur base d'un coût moyen de 15 euros par heure de formation réalisée pour les groupes d'enseignants et d'élèves ou d'étudiants qui seront formés ou sensibilisés par les formateurs des CDC et de 5 euros par heure de formation réalisée pour les groupes d'élèves ou d'étudiants qui seront formés par leurs propres enseignants. Ce financement permet aux CDC de prendre en charge les coûts liés à la mise à disposition des équipements, de l'infrastructure, des matières premières nécessaires à la formation et des coûts des formateurs.

- Au maximum 10 % du volume d'activités des CDC pourra être réalisé sous forme de formations « blended learning » ou « mode d'apprentissage mixte » (alternance entre des sessions de formation à distance en ligne et des sessions de formation en présentiel en face à face avec le(s) formateur(s) ou de formation à distance, chacun des modes d'apprentissage étant organisé dans le Centre de compétence) mises en œuvre par les CDC à destination des élèves, étudiants et enseignants. Les heures en non-présentiel sont remboursées aux CDC à hauteur de 5 euros par heure de formation suivie par les élèves et les enseignants.

- Les frais liés au transport et à l'hébergement des élèves, étudiants et enseignants, pour autant qu'ils soient organisés et contrôlés par les établissements d'enseignement, sont également remboursés par le FOREm.

- Les frais liés aux élèves, étudiants et enseignants, tels que certaines assurances, les visites médicales, sont de la responsabilité des établissements d'enseignement.

2^o pour les CTA labellisés, dans le cadre de l'action visée à l'article 2, 2^o, par le respect des règles de fonctionnement mentionnées à l'article 2, 2^o.

- Toutes les formations données dans un CTA sont données par les formateurs ou enseignants désignés par l'utilisateur. Tous les formateurs et les enseignants qui utilisent le CTA doivent avoir reçu préalablement une formation adéquate eu égard au matériel mis à disposition par le CTA et doivent pouvoir en attester. Le cahier des charges de cette formation est établi par le CTA et approuvé par son comité d'accompagnement. Les formateurs et les enseignants peuvent suivre cette formation de préférence dans le CTA concerné ou, si ce n'est pas possible, dans un CDC, un CDR ou un autre CTA. Une attestation de formation doit leur être remise.

- Les coûts liés aux formations des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire sont pris en charge par la Communauté française.

- L'utilisation des équipements est gratuite pour les autres utilisateurs. Les frais tels que les consommables de base, certaines assurances, les visites médicales, les frais de déplacement et d'hébergement sont pris en charge par et de la responsabilité de l'utilisateur. Le coût des consommables est fixé par le Gouvernement de la Communauté française sur base des montants alloués aux CTA pour les frais de consommables relatifs à la formation des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire. Les coûts de consommables feront l'objet d'une déclaration de créance de la Communauté française à l'utilisateur. Cette disposition n'est pas d'application en cas de convention particulière approuvée par le Gouvernement de la Communauté française.

- Les indemnités de formation des demandeurs d'emploi sont prises en charge par le FOREm.

Art. 7. Des financements complémentaires seront recherchés auprès des fonds structurels européens et auprès des partenaires sociaux dans le cadre des fonds sectoriels.

Les fonds structurels et sectoriels seront sollicités notamment pour la formation dans les CTA, le financement des équipements pédagogiques et des actions visant la valorisation des métiers techniques (épreuves sectorielles, compétitions de compétences et actions de sensibilisation des enfants et des adolescents notamment).

Dès lors qu'il s'agit de formations de demandeurs d'emploi et de travailleurs, les incitants financiers à la formation, qu'ils soient régionaux, provinciaux ou fédéraux, pourront être mobilisés.

Art. 8. Les Gouvernements mettent en place un Comité de pilotage. Le Comité de pilotage est composé de :

1° un représentant du Ministre-Président et un représentant du Ministre de la Formation professionnelle pour le Gouvernement de la Région wallonne;

2° un représentant du Ministre-Président, un représentant du Ministre de l'Enseignement obligatoire, un représentant du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale et un représentant du Ministre de l'Enseignement supérieur pour le Gouvernement de la Communauté française;

3° quatre représentants des interlocuteurs sociaux wallons désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du CESW (Conseil économique et social de Wallonie);

4° trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

5° un représentant du FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des CDC avec voix consultative;

6° un représentant de la Direction de la formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne et un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat

Le FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des CDC et le Gouvernement de la Communauté française, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, sont chargés de fournir au Comité de pilotage un rapport annuel conjoint contenant les indicateurs de réalisation et de résultat des actions financées. Ces indicateurs portent notamment sur les incidences sur la formation des élèves et des étudiants, la formation continuée des enseignants et l'attractivité des métiers et filières concernés.

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an. Il peut tenir une ou plusieurs réunion(s) supplémentaire(s) à la demande d'une des composantes identifiées ci-dessus sous les numéros 1° à 5°.

La présidence du Comité de pilotage est assurée alternativement, tous les ans, par le représentant du Ministre de la Formation pour le Gouvernement de la Région wallonne et par le représentant du Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 9. Le Comité de pilotage est notamment chargé :

1° de superviser la mise en œuvre du plan d'équipement pédagogique des CTA labellisés et l'ouverture des CDC à l'enseignement;

2° d'évaluer les possibilités de collaboration entre les CTA et les CDC, y compris par le biais d'une association entre les deux structures, compte tenu du souci de cohérence de la politique d'équipement technique pour l'enseignement et la formation;

3° d'évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du présent Accord de coopération;

4° d'adresser une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 2 aux Gouvernements ainsi qu'à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française et au Conseil économique et social wallon.

Le Comité de pilotage prend ses décisions par consensus.

Les Gouvernements arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage et approuvent son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de ce dernier, dans les 3 mois de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération.

Art. 10. Les Gouvernements mettent en place deux Commissions de suivi opérationnel. La première Commission est chargée d'assurer le suivi et d'évaluer la mise en œuvre d'une offre des CDC à destination de l'enseignement et de proposer d'éventuels ajustements.

La première Commission de suivi opérationnel est composée de :

1° un représentant du Ministre de la Formation professionnelle pour le Gouvernement de la Région wallonne;

2° un représentant du FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des CDC;

3° les Directeurs des CDC labellisés;

4° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative.

La présidence de la première Commission de suivi opérationnel est assurée par le représentant du Ministre de la Formation pour le Gouvernement de la Région wallonne.

La première Commission de suivi opérationnel prend ses décisions par consensus.

La seconde Commission est chargée, suite à un appel à projets interréseaux et sur base du cadastre des équipements et des besoins de formation identifiés par zone d'enseignement, de :

1° soumettre au Gouvernement de la Communauté française une proposition de sélection des projets de CTA à labelliser ; sur base de cette proposition, le Gouvernement de la Communauté française sélectionne les projets de CTA et leur octroie le label « CTA »;

2° sélectionner les demandes d'équipement pédagogique et les soumettre au Gouvernement de la Communauté française.

La seconde Commission de suivi opérationnel est composée de :

1° un représentant du Ministre de l'Enseignement obligatoire et un représentant du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale pour le Gouvernement de la Communauté française;

2° quatre représentants des réseaux d'enseignement, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

3° le Directeur général de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française ou son représentant avec voix consultative;

4° un représentant du FOREm en tant que coordonnateur du réseau des CDCs avec voix consultative;

5° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative, assurant le secrétariat.

La présidence de la seconde Commission de suivi opérationnel est assurée par le représentant du Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

La seconde Commission de suivi opérationnel prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la Commission prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Afin d'assurer la cohérence entre les projets wallons et bruxellois, les membres de la Commission de suivi opérationnel mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les CDR sont invités à participer aux travaux de la présente seconde Commission de suivi opérationnel.

Art. 11. Pour l'année 2014, le Gouvernement wallon peut décider de diminuer le montant du remboursement aux CDC tel que prévu à l'article 6 pour l'heure de formation réalisée pour les groupes d'enseignants et d'élèves ou d'étudiants qui seront formés ou sensibilisés par les formateurs des CDC, sans pour autant fixer un montant inférieur à 12 euros.

Art. 12. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur au 1^{er} mai 2014.

Le présent accord pourra, en tout ou en partie, être révisé ou dénoncé à la demande d'une des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois.

Le présent accord prend fin au 31 décembre 2022.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29597]

11 APRIL 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en, Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra.

Art. 2. Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) Zitting 2013-2014

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 636-1. - Verslag, nr. 636-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014

BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beëindiging op 31 december 2013 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 juli 2006 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs;

Overwegende dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap de wil hebben uitgedrukt om hun samenwerking na het einde van het bovengemelde samenwerkingsakkoord voort te zetten en bij te dragen tot de herwaardering van het kwalificerend onderwijs;

Overwegende dat de beroepsopleiding één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen beleid van economisch herstel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de optimale opleiding van de jongeren die cursussen volgen in het kwalificerend secundair onderwijs (secundair technisch kwalificatie-onderwijs en beroepsonderwijs, alternerend onderwijs, gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en 4), het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs noodzakelijk is voor het welslagen van dit beleid;

Overwegende dat het Waalse Gewest in de gewestelijke Beleidsverklaring verbintenissen heeft aangegaan om de kwaliteit van pedagogische voorzieningen te verbeteren en de toegang tot deze voorzieningen te bevorderen zonder versnippering van de financiële middelen;

Overwegende dat het Marshall-Plan 2.Groen, goedgekeurd op 3 december 2009, onder meer de verbetering van de opleiding en het kwalificerend onderwijs beoogt door de bevestiging van de toegang tot de Kenniscentra;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap in het Contract voor de School en in de gemeenschappelijke Beleidsverklaring, verbintenissen heeft aangegaan om het kwalificerend onderwijs te herzien en een samenhangend beleid inzake investeringen en voorzieningen te ontwikkelen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, in het kader van de "Service francophone des Métiers et Qualifications, hierna de "SFMQ", kwalificatieprofielen ontwikkelen op grond waarvan opleidingsprofielen zijn ontworpen;

Overwegende dat, om concrete vorm te geven aan die opleidingsprofielen, kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen noodzakelijk zijn en, o.a., dat leerkrachten tijdens hun loopbaan bijkomende opleidingen moeten volgen;

Overwegende dat het derhalve past een samenwerkingsakkoord aan te gaan betreffende de herwaardering van het kwalificerend onderwijs door: enerzijds, de openstelling van de Kenniscentra voor het kwalificerend secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het niet-universitair hoger onderwijs, en, anderzijds, de terbeschikkingstelling van kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen om te zorgen voor de doeltreffendste synergieën tussen de gewestelijke acties ter ontwikkeling van de werkgelegenheid en vorming en de communautaire acties ter ontwikkeling van het kwalificerend onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs,

Overwegende dat de doelstellingen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest naar gelijksoortige instrumenten streven;

Overwegende dat het bijgevolg nuttig is zich ervan te vergewissen dat die instrumenten op coherente wijze en in onderlinge overeenstemming ingevoerd worden en dat samenwerkingsverbanden ontwikkeld worden wanneer ze opportuun blijken;

Zijn

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en door de Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs en voor het Onderwijs voor sociale promotie, Marie-Martine Schyns;

En

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en haar Minister van Vorming, de heer André Antoine;

overeengekomen wat volgt:

Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1. "Kenniscentrum", een partnerstructuur erkend door de Regering, in het kader van een of meerdere beroepsorganisaties, met als opdracht de informatieverlening en de sensibilisering betreffende beroepen en technologieën, de bewaking, de vorming en de analyse van de behoeften aan vorming, voor de gebruikers bedoeld in het erkenningsdossier overeenkomstig artikel 1bis, 7^o, van het decreet van decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

2. "Beroepsreferentiecentrum (BRC)", overeenkomstig het Sociaal Pact voor de Tewerkstelling van de Brusselaars afgesloten op 11 juni 2002 en overeenkomstig de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 tot goedkeuring van het protocolraamakkoord bedoeld voor de oprichting van Beroepsreferentiecentra, zijn beroepsreferentiecentra een interfaceplaats tussen actoren op het gebied van tewerkstelling, opleiding en prioritaire beroepssectoren in de Brusselse economie. De doelstellingen van de Referentiecentra zijn de volgende : de terbeschikkingstelling van infrastructuur en materialen voor de opleidingsoperatoren, het toezicht houden op de beroepen om zo te anticiperen op de veranderingen op de arbeidsmarkt, de promotie van de beroepen en kwalificaties, de organisatie van opleidingen voor de werkzoekenden en de werknemers gezamenlijk met de opleidingsoperatoren;

3. "Centrum voor gevorderde technologieën (CGT)": een door de Regering van de Franse Gemeenschap erkende infrastructuur gevestigd in een inrichting van het kwalificerend secundair onderwijs, die leerlingen, studenten en leerkrachten van het secundair onderwijs, het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, ongeacht het niveau en het soort onderwijs, alsook opleiders van het "IFAPME/Espace Formation PME" , werkzoekenden en werknemers spitsvoorzieningen ter beschikking stelt om kwalificerende vormingen te ontwikkelen. Dit kwalificerend vormingsaanbod moet op geografisch en sectoraal vlak het vormingsaanbod van de BRC's en van de Kenniscentra aanvullen. Elk gelabelde CGT wordt onder de leiding van het hoofd van de inrichting geplaatst waar het CGT is gevestigd.

4. "Kwalificerend secundair onderwijs" voor de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

- de 3e en de 4e graad van de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend;

- de 3e graad van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 met volledig leerplan of alternerend;

- de 3e fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 met volledig leerplan of alternerend;

5. "SFMQ" of "Service francophone des Métiers et Qualifications", zoals bepaald in het decreet van 30 april 2009 houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort "SFMQ";

6. "Commission communautaire des professions et des qualifications (CCPQ)" (Gemeenschapscommissie van de beroepen en de kwalificaties), bedoeld in het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

7. "Bassins enseignement qualifiant - formation - emploi" (regio's voor kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt), de regio's die werden opgericht bij het samenwerkingsakkoord, op 13 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt.

Art. 2. § 1. De herziening van het kwalificerend secundair onderwijs wordt onder meer verricht via twee soorten acties:

1° de terbeschikkingstelling door de gewestelijke Kenniscentra van een vormingsaanbod voor de leerlingen en de leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs van de 3e graad van het technisch onderwijs van de overdrachtafdeling van het gewoon secundair onderwijs, voor de studenten en leerkrachten van het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, de opleiders van het "IFAPME" en het "AWIPH" alsook de organisatie van acties inzake sensibilisering en informatie over de individuele en sociale waarneming van de beroepen en studies voor de leerlingen en leerkrachten van het lager en secundair onderwijs.

Voor dit soort actie en binnen de perken van beschikbare begrotingskredieten is het doel voor einde 2022, 1 000 000 vormings- en sensibiliseringsuren te bereiken voor het geheel van de Kenniscentra, die in totaal als volgt worden verdeeld:

- 80 % ten gunste van de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs en van de 3e graad van het technisch onderwijs van de overdrachtafdeling van het gewoon secundair onderwijs, waaronder maximum 10 % worden voorbehouden voor de leerlingen en leerkrachten van inrichtingen gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- 5 % ten gunste van de studenten en leerkrachten van het Onderwijs voor Sociale promotie;

- 15 % ten gunste van de opleiders van het "IFAPME" en het "AWIPH" en van de studenten en leerkrachten van het niet-universitair hoger onderwijs.

Binnen de perken van de te bereiken doelstelling kan het Begeleidingscomité bedoeld in de artikelen 8 en 9 gerichte aanpassingen aanbrengen in de in het vorige lid bedoelde percentages naar gelang van de behoeften en opvangmogelijkheden van de Kenniscentra.

De gelabelde Kenniscentra kunnen hun vormingen voor het onderwijs organiseren in partnervormingscentra die van de "FOREm" afhangen.

Om dit doel te bereiken, :

- wordt de cursusorganisatie door de onderwijsinrichtingen aangepast om het vormingsaanbod voorgesteld door de Kenniscentra erin op te nemen zodanig dat de vormingstijd van de leerlingen wordt gevaloriseerd in het kader van hun school- en academisch traject;

- wordt de organisatie van de vorming door het Waalse Gewest aangepast door de uurrooster zoveel mogelijk te rentabiliseren om er het vormingsaanbod voor de betrokken leerlingen, studenten en leerkrachten in op te nemen;

- zijn het "Institut de formation en cours de carrière (IFC)", de vzw "Formation en cours de carrière des enseignants du secondaire de l'enseignement non confessionnel (FCC)" en de vzw "Association pour la promotion de la formation en cours de carrière dans l'enseignement confessionnel (FORCAR)" ermee belast deze voorziening bij de leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs te promoten;

- zijn de "FOREm" als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra bij beslissing van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 en de Regering van de Gemeenschap als coördinator van het netwerk van de gelabelde CGT's, ermee belast deze voorziening bij de onderwijsinrichtingen te promoten;

- moet dit vormingsaanbod duidelijk omschreven worden,

- * over het geheel genomen in de vormingscatalogus van het netwerk van de Kenniscentra;

- * meer specifiek, in elke bilaterale overeenkomst zoals bedoeld in artikel 6, 1, a);

- * en voor de netvormingen en netoverschrijdende vormingen voor de leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs in de vormingscatalogus van het "Institut de Formation en cours de carrière (IFC)", de vzw "Formation en cours de carrière des enseignants du secondaire de l'enseignement non confessionnel (FCC)" en de vzw "Association pour la promotion de la formation en cours de carrière dans l'enseignement confessionnel (FORCAR)", zodanig dat de vormingsduur van de leerkrachten in het kader van de voortgezette vorming wordt gevaloriseerd;

2° de toegang tot de Centra voor Gevorderde Technologieën (CGT).

De werking van de CGT's is onderworpen aan de volgende regels:

a) elke gelabelde CGT neemt zonder discriminatie de volgende personen op:

1° de leerlingen en de leerkrachten van de inrichtingen van het kwalificerend secundair onderwijs;

2° de leerlingen en leerkrachten van de 3de graad van het technisch onderwijs van de overdrachtafdeling van het secundair onderwijs;

3° de studenten en leerkrachten van het Onderwijs voor Sociale promotie;

4° de studenten en leerkrachten van het hoger onderwijs;

5° de leerlingen en opleiders van het "IFAPME", het "AWIPH" en de "SFPME";

6° de werkzoekenden door bemiddeling van de "FOREm" en "Bruxelles Formation";

7° de werknemers.

Indien de aanvragen voldoende zijn, bestemt het CGT minstens 75 % van de opvangcapaciteit voor de categorieën 1° en 2°, 10 % voor de categorieën 3°, 4°, 5° en 7° en 15% voor categorie 6°.

Het Begeleidingscomité bedoeld in de artikelen 8 en 9 kan gerichte aanpassingen aanbrengen in de in het vorige lid bedoelde percentages naar gelang van de behoeften en opvangmogelijkheden van de CGT's;

b) de opvang van de verschillende publieken wordt uitgevoerd op basis van bilaterale overeenkomsten, waarvan het model door de Regering van de Franse gemeenschap wordt bepaald, tussen, enerzijds, de inrichtende macht van de inrichting van het kwalificerend secundaire onderwijs waarin het CGT zich bevindt, of zijn afgevaardigde, en, anderzijds, de gebruiker (inrichtende macht van de onderwijsinrichting, het "IFAPME", de "FOREm", het Kenniscentrum, enz). Deze overeenkomsten kunnen, indien nodig, uitgebreid worden naar andere interveniënten.

Deze overeenkomsten bepalen de respectievelijke verbintenissen van beide partijen inzake de toegangsmodaliteiten tot de voorzieningen en de specifieke vormingsprogramma's;

c) de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt:

- het jaarlijks maximum aantal vormingsuren die voor de interne gebruikers van het CGT (leerlingen en leerkrachten van de inrichting waarin het CGT zich bevindt) bestemd kunnen worden;

- het jaarlijks minimum aantal vormingsuren die voor de externe gebruikers van het CGT bestemd moeten worden. De organisatie van de vormingen wordt door de gelabelde CGT's aangepast door de uurrooster zoveel mogelijk te rentabiliseren om er het vormingsaanbod voor de externe gebruikers en met name voor werkzoekenden en werknemers in op te nemen;

d) elk gelabeld CGT ligt in de lijn van de toepassing van de opleidingsprofielen zoals bepaald in het kader van de "SFMQ" of, in afwachting van de profielen van de "SFMQ", van de "CCPQ";

e) elk CGT zorgt voor de promotie van zijn voorzieningen en vormingen bij het geheel van de potentiële gebruikers;

f) het netwerk van gelabelde CGT's wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap gecoördineerd.

De coördinatie van het netwerk van gelabelde CGT's bestaat onder meer uit:

1° de opmaak en het updaten van het kadaster van beschikbare voorzieningen, zoals bepaald in artikel 4;

2° de analyse van de labelingsprojecten op administratief en financieel vlak;

3° de adviesaanvraag aan de Zonale raad van het niet-confessionele onderwijs en aan de Zonale raad van het confessionele onderwijs van de betrokken zone op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;

4° de adviesaanvraag aan de SCAV's en aan de sectorfondsen op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;

5° de voorbereiding en de opvolging van de werkzaamheden van de "gemengde" operationele opvolgingscommissie bedoeld in artikel 9 van dit samenwerkingsakkoord;

6° de uitvoering van de beslissingen van de Regering van de Franse Gemeenschap voor de CGT's;

7° de promotie van de voorziening bij de kwalificerende onderwijsinrichtingen in overleg met het "IFC", de "FCC" en de "FORCAR";

8° de uitwerking van indicatoren en statistische instrumenten die het nazien van en de controle op de toegang tot de terbeschikkinggestelde voorzieningen toelaten;

9° de evaluatie van de tenuitvoerlegging van de acties.

§ 2. De "FOREM", als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra bij beslissing van de Waalse Regering van 31 augustus 2000, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, als coördinator van de BRC's, en de Regering van de Franse Gemeenschap, als coördinator van het netwerk van de gelabelde CGT's, plegen regelmatig overleg om een functionele geografische en sectorale complementariteit tussen de drie bestaande partners tot stand te brengen. Dit overleg wordt verricht binnen een technische groep "MISE EN RESEAU" die vertegenwoordigers aangewezen door de "FOREM", vertegenwoordigers aangewezen door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en vertegenwoordigers aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap verenigt.

De groep "MISE EN RESEAU" wordt voorgezeten door één van de vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap die daartoe wordt aangewezen. De Franse Gemeenschap neemt ook het secretariaat waar. De groep beslist zelf over de frequentie en het doel van zijn vergaderingen.

Art. 3. De Regering van de Franse Gemeenschap zal maximum 6 bestaande technologiecentra als bijkomende CGT's kunnen labelen zonder dat laatstgenoemden aanspraak kunnen maken op een financiering van hun voorzieningen die bij de labeling aanwezig zijn. Deze bijkomende CGT's worden gelabeld met inachtneming van het bestek goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Dit bestek bevat met name de volgende keuzecriteria:

a) de vestiging van de gelabelde CGT's houdt rekening met de lokalisatie van de bestaande Kenniscentra, BRC's en CGT's alsook met de infrastructuur inzake vorming of kwalificerend onderwijs die in dezelfde sectoren worden ontwikkeld om een maximale geografische dekking van het kwalificerend vormingsaanbod te garanderen;

b) elke gelabelde CGT past in een geharmoniseerd vormingsaanbod in verband met, enerzijds, de schaarste op de arbeidsmarkt vastgesteld door de "FOREM", de socio-economische behoeften vastgesteld binnen de betrokken zone en/of van de naburige zones en, anderzijds, met de behoeften aan voorzieningen vastgesteld in het kadaster van de pedagogische voorzieningen bedoeld in artikel 4.

Dit bestek voorziet bovendien in de volgende voorrangscriteria:

- voorrang wordt gegeven aan de CGT projecten waarvan de samenwerkingen met andere inrichtingen van het secundair onderwijs zijn geformaliseerd;

- voorrang wordt gegeven aan de CGT projecten waarvan de samenwerkingen met Kenniscentra en/of BRC's en/of andere CGT's zijn geformaliseerd;

- voorrang wordt gegeven aan CGT projecten in de sectoren waarvoor een schaarste op de arbeidsmarkt wordt vastgesteld.

- voorrang wordt gegeven aan CGT projecten waarvoor geen Kenniscentrum of geen BRC, noch geen CGT bestaat;

- voorrang wordt ook gegeven aan CGT projecten die een gunstig advies hebben gekregen van de Zonale raad van het niet-confessionele onderwijs en van de Zonale raad van het confessionele onderwijs van het betrokken overleggebied.

- voorrang wordt ten slotte gegeven aan CGT projecten die een gunstig advies hebben gekregen van het betrokken sectorfonds en het betrokken Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming wat betreft de geografische en sectorale gegrondheid van de aankopen.

De selectie- en labelingprocedure van de CGT's verloopt als volgt:

- 1° goedkeuring van het bestek door de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° oproep tot projecten bij de kwalificerende onderwijsinrichtingen;
- 3° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs;
- 4° voor elke zone, de adviesaanvraag aan de Zonale raad van het niet-confessionele onderwijs en aan de Zonale raad van het confessionele onderwijs op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;
- 5° adviesaanvraag aan de SCAV's en aan de sectorfondsen op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;
- 6° voorstel tot selectie door de tweede Commissie voor operationele opvolging bedoeld in artikel 9 op basis van de toekennings- en voorrangscriteria omschreven in artikel 3;
- 7° gemotiveerd advies van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 7°;
- 8° beslissing tot toekenning van een label door de Regering van de Franse Gemeenschap op grond van de voorstellen van de tweede Commissie voor de operationele opvolging bedoeld in artikel 9 en van de gemotiveerde adviezen van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 7.

Art. 4. Om de kwaliteit van het onderwijs en de kwalificerende vorming te verbeteren en om de verspreiding van de middelen te voorkomen, moet de investering in nieuwe kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen in overeenstemming zijn met de werkelijkheid van de arbeidswereld en in functie van de beschikbare voorzieningen en infrastructuren, namelijk in samenhang met de uitgevoerde investeringen in de Kenniscentra.

Om de acties omschreven in artikel 1 zo goed mogelijk te doen slagen, moeten de bestaande hulpbronnen worden bepaald.

Daarvoor zullen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap een bestendige administratieve Task force oprichten die ermee belast is een kadaster op te maken van de kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen en van de momenteel terbeschikkinggestelde infrastructuren inzake vorming en kwalificerend onderwijs.

De coördinatie van deze Task force wordt beurtelings door de Regering van de Franse Gemeenschap en door de Waalse Regering waargenomen.

Deze Task force verenigt de vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs, het Directoraat-generaal van het Niet-Verplicht onderwijs en van het wetenschapsbeleid, de operatoren van de kwalificerende vorming (Forem, Ifapme, Kenniscentra) en de vzw bedoeld in artikel 5, § 2.

Dit kadaster wordt op een geharmoniseerde manier opgesteld, de informatie wordt op een gemeenschappelijke basis ingezameld om vergelijkingen te kunnen maken en dubbel gebruik of potentiële tekorten te kunnen vaststellen.

Dit kadaster wordt aangevuld met de gegevens en hulpbronnen die met name beschikbaar zijn bij het " Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique " (IWEPS) (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), de "AMEF (Analyse du marché de l'emploi et de la formation" , de sectorale vormingscentra, de private vormingscentra, de overheids- of private bedrijven, de hogescholen en de universiteiten.

Naast de gewone inventaris is het kadaster onder meer een middel om de toegankelijkheid, de kwaliteit, de kost en de inzetbaarheid van de voorzieningen te evalueren.

Enkel het afschrijfbaar pedagogisch materieel wordt in aanmerking genomen. Het geïnventariseerde materieel wordt per onderwijsgebied en per sector verdeeld.

De resultaten van dit kadaster worden regelmatig vergeleken met de behoeften van de vormingsoperatoren en de inrichtingen van het kwalificerend onderwijs alsook met de behoeften van de potentiële gebruikers. Ze worden meegedeeld aan de Zonale raden voor het deel dat hen betreft.

Dit kadaster is ook een evaluatiemiddel dat de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming en de sectorfondsen kunnen gebruiken om advies te verlenen aan de tweede Commissie bedoeld in artikel 10 over de gegrondheid van de investeringen in het kader van de selectie van de pedagogische voorzieningen van de gelabelde CGT's.

Om de samenhang tussen de Waalse en de Brusselse projecten te garanderen, worden de leden van de bestendige administratieve Task force die opgericht is in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Beroepsreferentiecentra uitgenodigd om aan de werkzaamheden van deze bestendige administratieve Task force deel te nemen en omgekeerd.

Art. 5. § 1. Om de acties omschreven in artikel 2, § 1, 1° uit te voeren, worden de volgende maatregelen genomen:

- het Waalse Gewest zorgt voor de financiering van de Kenniscentra voor hun acties voor het onderwijs en voor de tenlasteneming van de verplaatsingskosten van de leerlingen en leerkrachten naar de Kenniscentra of van de verblijfskosten;
- de tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten gebeurt op grond van bewijsstukken die met de werkelijke kosten van de onderwijsinrichtingen overeenstemmen. De verblijfskosten worden alleen toegekend indien de verplaatsingen lang zijn (meer dan 100km).
- Deze verplaatsingen en verblijf worden door de onderwijsinrichtingen van oorsprong georganiseerd en gecontroleerd die hun afrekeningen aan de Kenniscentra overmaken om ze door de "FOREm" te laten terugbetalen.

§ 2. Om de acties omschreven in artikel 2, § 1, 2° uit te voeren, worden de volgende maatregelen genomen:

- de middelen toegekend door de Franse Gemeenschap voor de pedagogische voorziening van het secundair technisch en beroepsonderwijs worden gedeeltelijk bestemd voor de verplaatsings- en verblijfskosten alsook voor de kosten van de verbruikbare basisgoederen voor de leerlingen en leerkrachten van het secundair onderwijs; de kosten van verbruikbare basisgoederen betreffen de variabele uitgaven voor grondstoffen en materialen die niet meer bruikbaar zijn en die onontbeerlijk zijn voor de organisatie van de vormingen;
- de bedragen bestemd voor de acties omschreven in artikel 2, § 1, 1° en 2°, worden gebruikt overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 6°.

Art. 6. Het beschikken over deze bedragen is gekoppeld aan:

1° voor de Kenniscentra, in het kader van de actie bedoeld in artikel 2, 1°:

a) het sluiten van bilaterale overeenkomsten tussen, enerzijds, de Voorzitters van de Kenniscentra in vzw of de FOREM voor de Kenniscentra in eigen beheer bij de FOREM en, anderzijds, de inrichtende machten van de betrokken onderwijsinrichtingen of hun afgevaardigden; deze bilaterale overeenkomsten moeten de respectievelijke verbintenissen van beide partijen voorzien inzake de toegangsmodaliteiten tot de voorzieningen (met inbegrip van de tenlasteneming van de vervoerskosten) en de specifieke vormingsprogramma's voor de begunstigen vermeld in artikel 2, 1°;

b) het versturen door de Kenniscentra van een driemaandelijks schuldvordering naar de FOREM als coördinator van het netwerk van Kenniscentra op basis van de uren van de leerlingen, studenten en de leerkrachten van de drie betrokken onderwijstypes alsook hun verplaatsings- en verblijfskosten.

Om het gebruik van de beschikbare spitsvoorzieningen in de Kenniscentra te vergemakkelijken, de vermeerderingseffecten te bevorderen en om de pedagogische rol van de leerkrachten niet in waarde te doen dalen, worden de vormingen georganiseerd volgens de volgende modaliteiten:

- minstens 90 % van de activiteiten van de Kenniscentra moeten in de vorm van contactopleidingen verricht worden. De terugbetaling aan de Kenniscentra door de FOREM gebeurt op basis van een gemiddelde kost van 15 euro per vormingsuur voor de groepen van leerkrachten en leerlingen of studenten die door de opleiders van de Kenniscentra opgeleid of bewust zullen worden gemaakt, en van 5 euro per vormingsuur voor de groepen van leerlingen die door hun eigen leerkrachten worden opgeleid. Deze financiering laat de Kenniscentra toe om de kosten i.v.m. de terbeschikkingstelling van voorzieningen, infrastructuur, grondstoffen nodig voor de vorming, alsook de kosten van de opleiders ten laste te nemen;

- maximum 10 % van de activiteiten van de Kenniscentra kan worden verricht in de vorm van "blended learning" vormingen of "gemengde wijze van leren" (afwisseling tussen afstandsvoormingszittingen online en contactopleidingszittingen tegenover de opleider(s) of afstandsvoormingszittingen, waarbij elke wijze van leren door het Kenniscentrum wordt georganiseerd); deze vormingen worden door de Kenniscentra uitgewerkt voor de leerlingen, studenten en leerkrachten. De contactopleidingsuren worden aan de Kenniscentra terugbetaald ten belope van 5 euro per vormingsuur gevolgd door de leerlingen en de leerkrachten;

- de kosten in verband met het vervoer en het verblijf van de leerlingen, studenten en leerkrachten worden voor zover zij door de onderwijsinrichtingen georganiseerd en gecontroleerd worden, ook door de FOREM terugbetaald;

- de kosten gebonden aan de leerlingen, studenten en leerkrachten, zoals sommige verzekeringen, medische bezoeken, vallen onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichtingen;

2° voor de gelabelde CGT's, in het kader van de actie bedoeld in artikel 2, 2°, de naleving van de in artikel 2, 2°, bedoelde werkingsregels:

- alle vormingen gegeven in een CGT worden door de opleiders of leerkrachten aangewezen door de gebruiker gegeven. Alle opleiders en de leerkrachten die het CGT gebruiken, moeten eerst een aangepaste vorming hebben gekregen en dit kunnen bewijzen, rekening houdend met het materieel dat door de CGT wordt terbeschikking gesteld. Het bestek van die vorming wordt door het CGT opgemaakt en door zijn begeleidingscomité goedgekeurd. De opleiders en de leerkrachten kunnen die opleiding volgen, bij voorkeur, in het betrokken CGT, of indien het onmogelijk is, in een Kenniscentrum, een BRC of een ander CGT. Een opleidingsattest moet hun afgegeven worden;

- de kosten in verband met de vormingen van de leerlingen en leerkrachten van het secundair onderwijs worden ten laste genomen door de Franse Gemeenschap;

- het gebruik van de voorzieningen is kosteloos voor de andere gebruikers. De kosten zoals de verbruikbare basisgoederen, de verzekeringen, het medisch onderzoek, de verplaatsings- en verblijfskosten worden ten laste genomen en vallen onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker. De kosten van verbruikbare basisgoederen worden door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgelegd op basis van de bedragen die aan de CGT's worden toegekend voor de kosten van verbruikbare basisgoederen betreffende de vorming van de leerlingen en leerkrachten van het secundair onderwijs. De kosten van verbruikbare basisgoederen zullen het voorwerp uitmaken van een schuldvorderingsaangifte van de Franse Gemeenschap aan de gebruiker. Dit voorschrift is niet van toepassing in geval van bijzondere overeenkomst goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap;

- de vormingsvergoedingen van de werkzoekenden worden door de FOREM ten laste genomen

Art. 7. Er zal naar bijkomende financieringen worden gezocht bij de Europese structuurfondsen en bij de sociale partners in het kader van de sectorfondsen.

De structuur- en sectorfondsen zullen aangevraagd worden met name voor de vorming in de CGT's, de financiering van de pedagogische voorzieningen en de acties gericht op de valorisatie van de technische beroepen (sectorale proeven, competentieproeven en sensibiliseringsacties van met name de kinderen en de jongeren).

Als het gaat om vormingen van werkzoekenden en werknemers zal men beroep kunnen doen op financiële incentives, zowel op gewestelijk als provinciaal of federaal vlak.

Art. 8. De Regeringen richten een Begeleidingscomité op.

Het Begeleidingscomité is samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister-President en een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming van de Waalse Regering;

2° een vertegenwoordiger van de Minister-President, een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht onderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor sociale promotie en een vertegenwoordiger van het Hoger onderwijs voor de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° vier vertegenwoordigers van de Waalse sociale gesprekpartners aangewezen door de Waalse Regering op de voordracht van de "CESRW" "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

4° drie leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties van de personeelsleden van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd;

5° een vertegenwoordiger van de FOREM als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra met raadgevende stem;

6° een vertegenwoordiger van de Directie beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst en een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap, met raadgevende stem, die beurtelings het secretariaat waarnemen.

De "FOREM" als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra en de Regering van de Franse Gemeenschap als coördinator van het netwerk van de gelabelde CTA zijn ermee belast het Begeleidingscomité een jaarlijks samengevoegd verslag te bezorgen die de indicatoren i.v.m. de verwezenlijking en het resultaat van gefinancierde acties vermeldt. Deze indicatoren hebben onder meer betrekking op de gevolgen op de integratie van de leerlingen en studenten, de voortgezette opleiding van de leerkrachten en de attractiviteit van de betrokken beroepen en richtingen.

Het Begeleidingscomité vergadert minstens één keer per jaar. Het kan één of verschillende bijkomende vergaderingen houden op verzoek van één van de bestanddelen vermeld hieronder onder de nummers 1° tot 5°.

Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt jaarlijks en afwisselend waargenomen door een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming voor de Waalse Regering en door een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht onderwijs voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. Het Begeleidingscomité :

1° houdt toezicht op de uitvoering van het pedagogisch voorzieningsplan van de gelabelde CGT's en op de opening van de Kenniscentra voor het onderwijs;

2° evalueert de samenwerkingsmogelijkheden tussen de CGT's en de Kenniscentra, en dit, ook via een samenwerking tussen beide structuren, met het oog op samenhang van het beleid inzake technische voorziening voor het onderwijs en de vorming;

3° evalueert de in het raam van dit samenwerkingsakkoord uitgevoerde acties;

4° verstuurt aan de Regeringen, alsook aan de Begeleidingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" een globale jaarlijkse evaluatie alsmede elk advies die de in artikel 2 bedoelde doelstelling beter helpen bereiken.

Het Begeleidingscomité neemt beslissingen op grond van een consensus.

De Regeringen leggen de werkingsregels van het Begeleidingscomité vast en keuren het huishoudelijk reglement goed dat door het Begeleidingscomité wordt voorgelegd, binnen 3 maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 10. De Regeringen richten twee Commissies op voor de operationele opvolging.

De eerste Commissie is belast met de goedkeuring en de opvolging van het aanbod van de Kenniscentra dat voor het onderwijs bestemd is;

De eerste Commissie voor de operationele opvolging is samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming voor de Waalse Regering;

2° een vertegenwoordiger van de FOREM als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra;

3° de directeurs van de gelabelde Kenniscentra;

4° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap met raadgevende stem.

Het voorzitterschap van de eerste Commissie voor de operationele opvolging wordt door een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding voor de Waalse Regering waargenomen.

De eerste Commissie voor de operationele opvolging neemt beslissingen op grond van een consensus.

De tweede Commissie is na een oproep tot netoverschrijdende projecten en op basis van het kadaster van voorzieningen en behoeften aan geïdentificeerde vorming per onderwijsgebied belast met:

1° het voorleggen aan de Regering van de Franse Gemeenschap van een selectievoorstel voor de te labelen CGT projecten; op basis van dit voorstel selecteert de Regering van de Franse Gemeenschap de CGT projecten en kent ze deze projecten een "CGT" label toe;

2° het selecteren van de aanvragen van pedagogische voorziening en het voorleggen van deze aanvragen aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

De tweede Commissie voor de operationele opvolging is samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht onderwijs en een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor sociale promotie voor de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° vier vertegenwoordigers van de onderwijsnetten, waarvan de helft uit het niet-confessionele onderwijs en de andere helft uit het confessionele onderwijs aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs;

3° de Directeur-generaal van het Verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger met raadgevende stem;

4° een vertegenwoordiger van de FOREM als coördinator van het netwerk van de Kenniscentra met raadgevende stem;

5° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap met raadgevende stem, die het secretariaat waarneemt.

Het voorzitterschap van de tweede Commissie voor de operationele opvolging wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht onderwijs voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

De tweede Commissie voor de operationele opvolging neemt beslissingen op grond van een consensus. Bij gebrek aan deze neemt de Commissie haar beslissingen bij een tweederde meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Om de samenhang tussen de Waalse en de Brusselse projecten te garanderen, worden de leden van de Commissie voor operationele opvolging die opgericht is in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Beroepsreferentiecentra uitgenodigd om aan de werkzaamheden van deze tweede Commissie voor de operationele opvolging deel te nemen.

Art. 11. Voor het jaar 2014 kan de Waalse Regering beslissen het in artikel 6 bedoelde bedrag van de terugbetaling aan de Kenniscentra te verminderen voor de vormingsuur voor de groepen van leerkrachten en leerlingen of studenten die door de opleiders van de Kenniscentra opgeleid of bewust zullen worden gemaakt, zonder evenwel een bedrag kleiner dan 12 euro te bepalen.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014, met uitzondering van artikel 11 dat op 1 april 2014 in werking treedt.

Dit samenwerkingsakkoord kan geheel of gedeeltelijk herzien of opgezegd worden op verzoek van één van de ondertekende partijen mits een opzegging van drie maanden.

Dit samenwerkingsakkoord eindigt op 31 december 2022.

Brussel, 20 maart 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29605]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Écoles en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment ses articles 92 et 93;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 13 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2014;

Vu la concertation du 11 février 2014 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur au niveau communautaire;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs, du 28 mars 2014;

Vu l'avis n° 55.920/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1. décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
2. autorités de la Haute Ecole :
 - a) pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le Collège de Direction visé à l'article 65 du décret;
 - b) pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le décret;
3. Chambre des Hautes Écoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale : la chambre visée par l'article 37, 2° du décret 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
4. Ministre : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué.